



Autoroutes : nouveau plan autoroutier et de nouvelles hausses de péages

Il est temps de stopper le jeu de poker menteur qui se joue entre le Gouvernement, les dirigeants des sociétés d'autoroutes et l'ARAFER (organisme de contrôle). Il y a, à nouveau, tromperie sur le PLAN au niveau des emplois et des moyens financiers ce qui abouti à ce que Vinci et les autres sociétés d'autoroutes ne mettront pas la main au portefeuille alors que les profits sont exorbitants. Pour la CGT, c'est le modèle économique des concessions qui doit s'arrêter pour permettre une véritable renationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes en vue de garantir la maîtrise publique du réseau de routes nationales et son financement public.

Le Gouvernement fait mine de découvrir le manque de moyens et de financement des infrastructures routières nationales que le référé de la Cour des comptes du 10 août 2016 a pointé sur le budget de crise de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) exsangue depuis l'abandon de l'écotaxe poids lourds :

- qu'il s'agisse du réseau concédé des sociétés d'autoroutes qui attendent les plans de relance autoroutier successifs pour investir dans l'amélioration du réseau autoroutier (n'allant guère au delà leurs obligations contractuelles !) alors que leurs profits exorbitants sont distribués aux actionnaires ! Depuis la privatisation en 2006, ce fut les cas en 2010 pour le « paquet vert autoroutier » de 1 milliard€ qui a servi principalement à l'automatisation des péages au détriment des 2500 emplois de péagistes qui ont été supprimés (illégitime et non vertueux pour l'environnement selon la Cour des Comptes car on s'arrête toujours aux les péages !) ; c'est le cas également du dernier plan de relance de 2015 par lequel le Gouvernement vient de servir un « veau d'or » de 3,2 milliard€ aux sociétés d'autoroute en contrepartie de l'allongement de plus de 2 années de la durée de leurs concessions. Pour la CGT c'est un véritable scandale de ce Gouvernement que d'avoir refusé de lancer un processus de dénonciation des concessions perpétuelles malgré la situation de « rente » avérée tirant profit des augmentations des péages largement au dessus de l'inflation (+ 27 % en moins de 10 ans de privatisation); cela a fait du bruit médiatique fin 2014 et a été dénoncé et combattu par la CGT, des organisations d'usagers et environnementales et des Elus locaux et Parlementaires de la gauche non gouvernementale; c'est à nouveau ce plan 2016 d'amélioration des réseaux concédés (que le ministre a dévoilé dans une interview au JDD après avoir été validé par le Président de la République!) qui est annoncé pour 1 milliard€ de travaux de construction d'échangeurs « d'intérêt pour les territoires », d'aires de covoiturage et d'aménagements environnementaux comme des écoponts et des murs antibruit .

Pour la CGT ce sont de nouveaux cadeaux aux sociétés concessionnaires et une pression fiscale supplémentaires pour les contribuables. Cette fois, le financement par des augmentations supplémentaires des péages prévues par les concessions bétons, gelés en 2015 et qui vont atteindre plus de 1,76% pour Cofiroute et 1,45% pour les autres en 2018 : fini les larmes de crocodiles de celle qui nous Gouverne qui tentât, un temps, de tenir en laisse les sociétés concessionnaires d'autoroute. Les contributions demandées aux collectivités déjà étranglées par la baisse des dotations de l'Etat ne pourront que se traduire par une augmentation de la pression fiscale. Une nouvelle fois ce plan viendra alimenter les trésoreries des sociétés concessionnaires qui n'en finissent pas de se gaver sur le dos des contribuables et des usagers.

- ou qu'il s'agisse des autoroutes gérées par les services de l'Etat (DIR) et des routes nationales (RN) qui elles, sont soumises à l'austérité budgétaire drastique ces dernières années avec pour conséquence la dégradation importante et inexorable des routes nationales sans nul doute pas étrangère à l'hécatombe des tués en hausse notamment cette année.

La CGT ne cesse de dénoncer la situation dégradée et d'alerter la ministre sur le manque de moyens et d'effectifs d'intervention au ministère pour l'exploitation et l'entretien routier ainsi que la préservation du patrimoine routier. Les personnels des DIR se sont largement mobilisés ces derniers mois mais les esquisses budgétaires sont édifiantes, pas de rallonge budgétaire à hauteur des besoins et du retard d'entretien des routes dont le taux de renouvellement des chaussées est en constante baisse ce qui a pour effet de renouveler celles-ci tous les 20 ans au lieu des 15 ans normalement. Il est urgent d'arrêter le massacre social et de redonner des moyens aux DIR pour assurer les missions en toute sécurité pour les agents et les usagers. L'insuffisance d'entretien du réseau fait craindre une dégradation continue qui coûtera cher au moment où il faudra tout de même refaire la chaussée (on ne ferme pas des routes comme on abandonne les lignes ferroviaires !)

- Ou qu'il s'agisse de l'emploi annoncé sur les chantiers de travaux (5000) qui ne vont guère que permettre en quelque sorte de redéployer les salariés actuellement précaires dans le BTP soumis à la logique du dumping social qui tire les salaires et les garanties sociales vers le bas. A cela s'ajoute la régression de l'emploi depuis 2005 avec 2675 emplois supprimés en 10 ans pour l'ensemble des sociétés soit près de 300 par an. Elles continuent la pression sur les salariés qui sont confrontés à une dégradation de leurs conditions de travail avec pour conséquence une augmentation des accidents. Les sociétés concessionnaires profitent des aides publiques via le CICE (crédit d'impôt et de compétitivité pour l'emploi) pour détruire l'emploi !

Pour la CGT c'est un scandale national que ce dispositif qui se fixait l'objectif de favoriser l'investissement et les embauches.

Il existe une seule alternative à la gestion privatisée: un véritable service public routier pour répondre aux besoins économiques, sociaux, environnementaux et d'aménagement du territoire. Cela passe par les moyens nécessaires pour entretenir, améliorer, développer les réseaux routiers et autoroutiers ainsi que développer d'autres modes de transports moins émetteurs de gaz à effet de serre notamment ferroviaire et fluvial.

Il faut reconquérir la maîtrise publique du domaine public routier : réappropriation du réseau concédé, renationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et une redistribution de la richesse et du bien être collectif issus des bénéfices des péages qui devraient être réinvestis dans les infrastructures de transport :

- mettre fin aux contrats des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à leur situation de rentes (entre 8 et 10% de taux de rendement annuel avec une inflation quasi nulle).
- renationalisation des sociétés concessionnaires et réunification du réseau routier et autoroutier sous maîtrise publique assuré par des agents publics.
- faire payer le juste coût du transport en internalisant les coûts externes, sociaux et environnementaux
- s'appuyer sur un Pôle Financier Public pour sortir de la pression des marchés financiers.

La confédération CGT avec les Fédérations CGT de l'Équipement-Environnement, des Transports et l'Union interfédérale des Transport appellent l'ensemble des salariés et les usagers à continuer à se mobiliser car notre société a besoin d'un grand service public de la route.

Montreuil, le 20 septembre 2016